

STANLEY HOFFMANN

Le confluent des modernités

Beaucoup d'observateurs ont remarqué que le mendésisme de 1953-1955 avait substitué un clivage entre générations au clivage classique entre la gauche et la droite. C'est très largement exact ; mais il serait plus exact encore de dire que le clivage principal opposera les modernes aux traditionnels : il y avait des modernes qui n'étaient point tout jeunes. Le souffle que Pierre Mendès France, lors de son investiture manquée en 1953, puis pendant les « sept mois et dix-sept jours » de son gouvernement fit passer sur la France était le souffle du renouveau. Rappelons-nous le climat politico-culturel de cette période : un pays englué dans les crises gouvernementales et les combinaisons parlementaires, une vie politique accaparée par des factions à la fois profondément hostiles les unes aux autres, mais comme l'avait dit Henri Queuille « condamnées à vivre ensemble » et — surtout depuis l'élection législative de 1951 — à gouverner ensemble, étant donné l'arithmétique parlementaire dans une Chambre où les communistes et les gaullistes restaient de farouches opposants ; une sorte de guérilla épuisante menée par les groupes de pression, en quête d'avantages fiscaux et de faveurs dans la distribution du crédit ; la reprise de l'inflation après la brève expérience Pinay ; un sentiment général d'immobilisme social : la relance de l'économie encore peu perceptible ; une interminable guerre coloniale en Extrême-Orient, et une politique à la fois répressive et dépassée par les événements en Afrique du Nord ; la paralysie de la politique étrangère, après la brillante percée du Plan Schuman, en raison de la double querelle sur le réarmement de l'Allemagne entre la France et ses principaux alliés, et entre Français sur les mérites de la CED.

C'était l'époque où en Suisse, acerbe et brillant, Herbert Luethy décrivait une France déclinante et repliée sur elle-même « à l'heure de son clocher ». Jamais les espoirs de la Libération n'avaient paru aussi absurdes. La tentative de redressement montée en 1947 par Charles de Gaulle avait bouseulé le régime, mais sans le faire basculer ; il en avait constaté l'échec, et pris ses distances. Rien ne semblait pouvoir débloquent un régime et une société prisonniers de leur fragmentation et d'une masse de problèmes trop lourds, en apparence, pour eux.

Pourtant, ce pays à la surface désespérante entretenait toutes sortes de ferments rénovateurs. Ce qui manquait, c'était un mobilisateur ; c'était un homme et un programme catalyseurs. La force de Pierre Mendès France consista précisément en cet appel à tous ceux qui voulaient, enfin, « du neuf et du raisonnable ». La faiblesse du mendésisme fut que cette levée soudaine des modernisateurs, dans tant de milieux et de partis, ne parvint pas à détruire les structures d'obstruction constituées par les partis et les groupes d'intérêt en place. Après la chute de P. M. F., pour un temps, tout retomba (et empira). Mais les thèmes que Mendès avait lancés, la certitude qu'il avait communiquée pendant quelques mois : à savoir, qu'il existait pour la France une voie vers le changement et même la grandeur, ne devaient pas disparaître.

On peut distinguer au moins trois « modernités » éveillées par l'appel de Mendès. La plus importante, à ses yeux, était l'économique ; son discours de la méthode — dans ses écrits comme dans ses allocutions — était le discours de la modernisation économique et sociale. Il n'était pas nouveau : le Mendès planiste du bref Gouvernement Blum de 1938 avait cherché, déjà, à rajeunir la pensée économique archaïque de la SFIO ; au sein du Gouvernement provisoire d'Alger puis du Gouvernement de la Libération, Mendès s'était heurté avant tout aux libéraux et aux laxistes, mais aussi aux étatistes. Le Mendès du mendésisme, si j'ose dire, prenait à rebrousse poil toutes les idées reçues et toutes les vaches sacrées, et présentait une synthèse où aucun clan ne retrouvait ses dogmes en entier. Nous avons aujourd'hui tendance à croire que la modernisation de la « société bloquée », à la fois en tant que concept et en tant que politique, fût continue après la fin de Vichy. Il n'en est rien : elle n'avait été ni la préoccupation principale des politiciens, ni le souci dominant des Français (rappelons-nous les résistances rencontrées par Claudius-Petit au ministère de la reconstruction). Un petit nombre de hauts fonctionnaires, les uns proches de Jean Monnet, les autres attentifs à la révolution keynésienne, avaient essayé de faire en sorte

que l'économie française, mise à mal par la guerre, ne fût pas, comme certaines villes, reconstruite à l'identique. Le moins qu'on puisse dire est que ni ces hommes, ni ceux qui, dans les milieux agricoles et le patronat, cherchaient à rompre avec le passé, n'avaient toutes les faveurs de l'opinion et l'oreille des partis.

La modernité économique de P. M. F., c'était d'abord la rupture avec les routines. L'économie avait paru livrée aux groupes de pression d'une part, à la bureaucratie de l'autre. L'État planificateur souple que Mendès proposait devait, lui, subordonner les intérêts particuliers à l'intérêt général, en faisant la chasse aux productions néfastes ou aux investissements improductifs. Mais il devait le faire démocratiquement, en augmentant le rôle des représentants ouvriers dans la planification, et en s'adressant aux consommateurs. On avait, depuis des années, assisté à un affrontement stérile entre un socialisme figé dans la foi des nationalisations et du dirigisme, et des conservateurs dont le « libéralisme économique » n'était guère qu'un appel aux subventions et au protectionnisme, un discours rituel sur la nécessité des économies budgétaires et la prépondérance du financier sur l'économique. Les uns, hantés par la grande crise des années 30, s'accommodaient fort bien de l'inflation. Les autres, obsédés par la dépréciation de la monnaie, acceptaient de sacrifier l'expansion, et peut-être l'emploi, à la stabilité du franc et des prix. La modernité mendésiste consistait à rejeter tout cela en bloc.

Ce qu'il proposait, c'était une France productive, où la relance bien guidée de l'investissement assurerait le plein emploi, où les initiatives étouffées à la fois par le protectionnisme mesquin des intérêts et par la paperasserie bureaucratique seraient libérées, où la stabilité de la monnaie et des prix serait garantie par la rigueur même de la gestion financière de l'État, où le retour à la concurrence permettrait de réduire les barrières douanières et de conquérir les marchés étrangers ; où, parmi les dépenses productives, la recherche scientifique, garantie contre la sclérose et la dépendance, serait particulièrement favorisée. Cette synthèse keynésienne allait attirer tous ceux qui — dans chaque classe sociale — cherchaient à développer des goûts, des produits, des idées ou des méthodes nouveaux. Elle proclamait qu'il n'y avait pas de fatalité de l'immobilisme, et que la transformation de la société française pouvait se faire sans la révolution marxiste (d'où, au fond, la méfiance inébranlable des socialistes orthodoxes), que c'était une affaire de volonté au sommet et de méthode : d'enlèvement des bandelettes et de transfert des ressources publiques (non point leur gonflement) ; que la querelle du dirigisme et du libéralisme était dépassée puisqu'il s'agissait à la

fois de désempourber les entreprises publiques et de guider les initiatives privées, que la justice sociale passait par la croissance économique, donc que la production avait la priorité mais que l'économie devait assurer à la fois l'influence de la nation dans le monde et le bien-être de la masse des citoyens (d'où l'accent mis sur le logement). Transformation, reconversion, réadaptation (de la main-d'œuvre), régionalisation, aménagement du territoire, tels sont les maîtres-mots. Et si la bataille contre les *lobbies* de l'alcool et des betteraves coûte cher sur le plan parlementaire, elle symbolise à la fois la volonté nouvelle, la méthode, et les objectifs. On a souvent reproché à P. M. F. la minceur de l'action économique et sociale de son Gouvernement. Mais l'essentiel ici, était de rompre non seulement avec les pratiques, mais plus encore avec les idées du passé, et avec le sentiment d'impuissance et de déclin. Ce qui fut fait.

Parmi les Français humiliés de 1953-1954, beaucoup l'étaient moins par cette impression de stagnation (en voie d'être démentie par les chiffres), que par la situation de la France dans le monde : ici c'était l'impression d'engluement qu'il fallait chasser. La modernité, dans ce domaine, n'était autre qu'un nationalisme d'adaptation : encore une synthèse. Trop de nationalistes — dans la droite classique et au RPF — apparaissaient crispés, soit dans l'hostilité à l'Allemagne, soit dans la méfiance envers la construction européenne, soit dans la volonté de maintenir coûte que coûte l'Empire colonial. En liquidant la guerre d'Indochine, en offrant à la Tunisie l'autonomie interne, en refusant la croisade contre la CED, puis en acceptant le réarmement de l'Allemagne d'Adenauer dans le cadre des accords de Londres, P. M. F. une fois de plus montrait que moderniser c'était débloquer et s'adapter. Mais pas n'importe comment : si de Gaulle célébrait « l'ardeur, la valeur, la vigueur » de son ancien et difficile ministre, c'est parce que celui-ci, même lorsqu'il était obligé de faire des concessions douloureuses, le faisait d'une manière qui rendait leur fierté aux Français. Elle signifiait que la France avait repris l'initiative au lieu de se laisser imposer une « nécessité » voulue soit par des adversaires soit par des alliés. Le style des négociations de Genève, puis du voyage de Carthage, l'audacieuse tentative de révision de la CED, l'ingénieuse formule des accords de Londres (initiative pour ce qui ne s'appelait pas encore la détente), tout cela faisait contraste avec les flottements et les reculs des dernières années. Le pragmatisme de Mendès à l'égard de l'Europe devait lui aliéner à la fois les adversaires inconditionnels, et les inconditionnels de l'intégration. Mais ceux-ci étaient tantôt des idéologues, tantôt des personnes convaincues que la France ne pouvait plus résoudre ses

propres problèmes. Mendès était trop soucieux de l'influence de la France pour être contre l'Europe, trop convaincu de la nécessité pour son pays de ne pas laisser à d'autres la charge de son destin, et trop méfiant à l'égard de toute idéologie, pour être un « bon Européen ». Une fois encore, la modernité consistait à surmonter les antinomies : ni France seule, ni France subordonnée, ni France figée dans la répression outre-mer, ni « Braderie ».

La troisième « modernité » éveillée ou mobilisée par P. M. F. était, en un sens, moins originale : la transformation d'un régime politique impotent avait déjà constitué le thème central du RPF, et la mise en accusation du « système » n'avait rien de bien neuf. Mais ici aussi, l'innovation mendésiste consistait à dépasser les positions établies. L'appel à la réforme avait dans la bouche du général de Gaulle et, dans la manière de ses compagnons, pris la forme d'un réquisitoire implacable contre le parlementarisme et le régime des partis, d'une sorte d'appel au peuple contre les politiciens, et d'une campagne pour un régime largement présidentiel. En réaction, les partis et les politiciens s'étaient réfugiés dans les apparentements, rendant plus opaques que jamais les rapports entre les électeurs et les élus. Le mendésisme, ici, consista d'une part à ne pas faire de la révision constitutionnelle une priorité, mais d'autre part à chercher la quadrature du cercle, en établissant un circuit direct entre le peuple et le Président du Conseil — sans référendum, sans bouleversement — dans l'espoir que ce circuit obligerait les partis à accorder leur confiance à l'homme doté de la légitimité populaire (ou à maîtriser leur méfiance envers lui) ou bien que la double pression d'en haut — l'action du Pouvoir — et d'en bas — l'appui public — entraînerait un reclassement des partis et une séparation nette entre modernisateurs de toutes tendances et « archaïques » dispersés dans tous les partis.

La modernité ici prenait une forme nouvelle pour la France de 1954. On connaissait (de loin) les discours au Parlement et (de près) les tournées et bains de foule. On ignorait l'usage des médias comme agents de propagation des idées au pouvoir et comme agents de liaison entre le public et l'Exécutif. Ici, la modernisation c'était une certaine dose d'américanisation (dans un contexte constitutionnel évidemment fort différent, puisqu'il n'y avait pas encore de Président élu au suffrage universel). S'inspirant d'une part, des « causeries au coin du feu » de Roosevelt, P. M. F. expliquait les dossiers aux Français : mission d'information jusqu'alors réservée à la seule classe parlementaire. D'autre part, le rôle éclatant, parfois tapageur de *L'Express*, le soutien de journaux comme *Le Monde* et... *Le*

Canard enchaîné, assuraient que les idées venues d'en bas parviendraient jusqu'à l'équipe du Président du Conseil et que les intentions de celui-ci seraient communiquées non seulement aux partis et aux députés, mais aux nombreux lecteurs de journaux. Pendant plus de sept mois, la pratique mendésiste donna aux Français l'expérience d'une sorte de démocratie semi-directe sans démagogie plébiscitaire ; elle leur laissa la nostalgie d'une vie politique ouverte, où la « maison sans fenêtre » ne confisquerait plus le mandat reçu du peuple. Elle leur laissa aussi la nostalgie d'un Exécutif moderne, ce qui signifiait non seulement capable de communiquer avec les citoyens, mais apte à agir. L'idée que gouverner c'est choisir et que choisir c'est agir, était — figurez-vous — une idée nouvelle, dans un pays où des cabinets de coalition et de transition étaient bien incapables de choisir et ne savaient guère que subir ; où toute action était une invitation téméraire au renversement. La modernité politique du mendésisme, c'était — superbe et impossible contradiction — la personnalisation du pouvoir du Président du Conseil, appuyée sur un usage délibéré mais non abusif de la radio et d'un organe résolument original — à la fois iconoclaste et non idéologique, turbulent et dévoué à un seul homme — à savoir *L'Express*.

Telle fut, me semble-t-il, la signification de cette expérience fulgurante et fructueuse. Certes, le retour du refoulé — je veux dire du parlementarisme de Chambre close — ne permit pas à Mendès de consolider ses brèches, et la routine des partis le ligota, malgré ses efforts, pendant les trois années et demie qui restaient à la IV^e République. La V^e, on le sait, lui parut illégitime, à la fois par ses origines, dans son style et dans son système constitutionnel (trois éléments à mon avis fort distincts). Mais l'ébranlement donné par P. M. F. ne s'évanouit certes pas. Dans la mesure même où la V^e République donna aux hauts fonctionnaires un rôle de décideurs qui avait été inconcevable avant (à la fois parce qu'ils étaient désormais largement délivrés de la tutelle des groupes d'intérêt ou des parlementaires mandatés par ces derniers et parce que certains grands commis devenaient ministres) et dans la mesure où — c'est une étude à faire — l'« énarchie » mise en place sous de Gaulle était imprégnée d'idées mendésistes, le grain semé par P. M. F. devait germer dans la politique économique du nouveau régime — particulièrement sous Michel Debré puis sous Chaban-Delmas. Le mélange d'antidémagogisme (ou de vigueur) en matière financière, de respect pour l'initiative productive même d'origine privée, et de planisme et de dirigisme souple, se retrouve — curieusement — à la fois dans une version technocratique chez les gaullistes non pompidoliens, et

chez les rocardiens, dans une version plus populiste. Dans la mesure où le PS créé par Mitterrand le vieil allié de P. M. F., a largué une partie de l'héritage jacobin et marxiste, l'influence de Mendès s'y retrouve. Quant à la politique européenne du Général, ou ses rapports avec les deux Grands, et sa stratégie de décolonisation, l'accent mis sur la « force de frappe », les exportations et la nécessité de compétitivité au plan international, qui ne voit la similitude des préoccupations et des styles ?

La quasi-monarchie présidentielle de la V^e République choquait le républicain Mendès tout comme la liturgie des conférences de presse dirigées, des référendums personnalisés et d'une ORTF contrôlée. L'homme des explications-constats, des données et des options nettes n'aimait ni les ruses, ni les prosopopées, ni l'appel aux songes si chers au Général. Mais les modernités évoquées par Mendès n'auraient jamais pu l'emporter dans la République étriquée, paralysée et irrespirable dont il avait lui-même été victime. S'il existe une sorte de solidarité souterraine entre le mendésisme, la V^e République gaullienne et, même le nouveau socialisme de la rigueur et de l'appel à l'investissement productif, c'est du côté de ces modernités qu'on peut la trouver.

Stanley HOFFMANN. — **The convergence of modernizing trends.**

P. M. F. as the catalyst of three modernizing currents hidden under a stagnant surface : economic modernization, a nationalism of adaptation, and the reform of the political system. Even though the breakthrough did not last, there is a strong link between this attempt and the Fifth Republic.

RÉSUMÉ. — *Pierre Mendès France est présenté comme le catalyseur de trois « modernités » couvant sous une surface stagnante : la modernisation économique, un nationalisme d'adaptation, une volonté de réforme du système politique. Bien que la percée ainsi opérée fût courte, une solidarité souterraine relie cet effort à la V^e République.*